

Mariano Rajoy
Premier Ministre
Complejo de la Moncloa
Avda. Puerta de Hierro s/n
28071 MADRID
ESPANA

Paris,
le 24 juin 2014

Monsieur le Premier ministre,

Reporters sans frontières, organisation internationale de défense de la liberté de l'information, souhaite attirer votre attention sur la situation de la liberté de la presse en Guinée Equatoriale. Ce pays, où la censure est légalisée depuis 1992¹, occupe la 168e position sur 180 pays dans le [Classement mondial de la liberté de la presse](#) établi par Reporters sans frontières en 2014.

En Guinée Equatoriale, dirigée depuis 35 ans par l'un des [prédateurs de la liberté d'information](#), il n'existe aucune presse indépendante. Les seuls journaux privés qui aient jamais existé, *El sol*, *La Opinión*, *El Tiempo* et *La Nación*, à ce jour, ne publient plus.

Le ministère de l'Information impose une ligne éditoriale opaque. Ainsi les événements des "Printemps arabes" de 2011 n'ont pas été rapportés dans la presse équato-guinéenne. Les rares journalistes qui ont osé mentionner ces révolutions ont, depuis, été renvoyés des médias d'Etat.

Les journalistes internationaux ne sont pas mieux lotis. En effet, il n'est pas rare que les journalistes étrangers ou les associations de médias, y compris Reporters sans frontières, se voient refuser leurs demandes de visas. Ceux qui arrivent à entrer sur le territoire sont étroitement surveillés. Ainsi, le 20 janvier 2014, des agents de sécurité armés ont arrêté **Javier Blas** et **Peter Chapman** du *Financial Times*. Leur matériel, contenant des interviews de diplomates et politiciens leur a été confisqué et ils ont été détenus plusieurs heures alors que leur visa était en règle. Ils ont dû quitter le pays le lendemain. Le seul correspondant étranger dans le pays, Samuel Obiang Mbana, est lui aussi surveillé de près. Emprisonné deux fois, il est régulièrement empêché de couvrir certains événements.

¹ The 1992 Law on Press, Publishing and Audiovisual Media

Les publications internationales ne sont pas disponibles en Guinée Equatoriale. Le seul moyen pour les citoyens de se procurer des informations non biaisées relèverait d'Internet si ce média fonctionnait correctement hors des centres internationaux de Malabo. Tout internaute qui souhaiterait se rendre sur le site de *El Pais* par exemple, se voit aujourd'hui redirigé vers le site officiel du gouvernement.

Votre prochaine rencontre avec le président Obiang ne saurait éluder ces enjeux majeurs de défense de la liberté de l'information. Nous avons récemment appelé le pays à mettre fin à la censure, la surveillance de masse et aux autres formes de harcèlement à l'encontre de ceux qui diffusent l'information en lui demandant de créer un environnement favorable au développement de médias libres et pluriels. Nous vous invitons à faire figurer ces questions à l'ordre du jour de votre entrevue.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à cette demande, je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma très haute considération.

Christophe Deloire,
Secrétaire général de Reporters sans frontières

